



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 20 août 1999

APERÇU

▣ Les ventes de véhicules neufs remontent grâce aux camions

Après avoir fléchi en mai, les ventes de véhicules automobiles neufs ont augmenté de 1,8 % en juin. Les deux tiers de la hausse sont attribuables aux ventes de camions.

▣ La croissance de l'indice composite ralentit

En juillet, la croissance de l'indicateur avancé a ralenti pour s'établir à 0,1 %, son plus faible taux depuis novembre dernier. Le principal frein à cette croissance a été le relâchement de la demande de biens durables.

▣ Forte croissance des activités de forage en 1997

L'industrie du forage à forfait et des services relatifs à l'extraction du pétrole et du gaz a connu une croissance significative des activités de forage, des revenus d'exploitation et de l'emploi en 1997. Cela reflète l'augmentation du prix du pétrole brut et du gaz naturel ainsi que la hausse des exportations vers les États-Unis.

▣ Les adultes participent à des activités de formation pour être compétitifs

Un grand nombre d'adultes se sont inscrits à des activités d'éducation et de formation en 1997 après avoir terminé leur formation initiale. Ils investissent dans leur éducation surtout dans le but de demeurer compétitifs sur le marché du travail.

▣ Les inscriptions aux programmes d'apprentissage augmentent

Le nombre total d'inscriptions aux programmes d'apprentissage a augmenté depuis 1987, un phénomène qui semble indiquer que ces programmes se remettent de la stagnation économique du début des années 1990.

▣ Le revenu familial après impôt demeure stable

Pour une troisième année de suite, le revenu familial après impôt est demeuré essentiellement inchangé en 1997, se fixant à 45 605 \$ après correction pour tenir compte de l'inflation. De façon générale, le revenu moyen a diminué depuis son sommet de 48 311 \$ atteint en 1989.

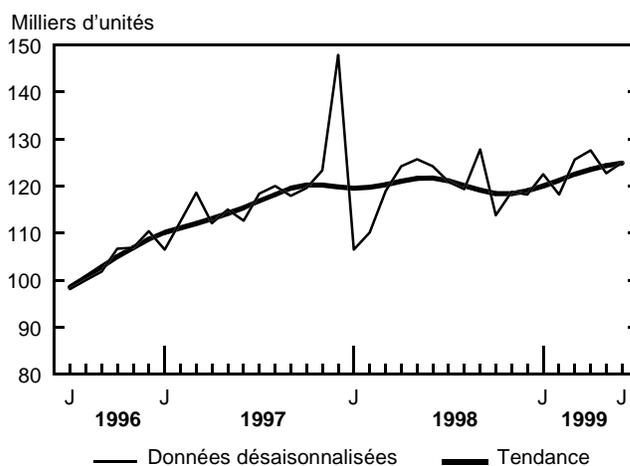
Les ventes de véhicules neufs remontent grâce aux camions

En juin, les fabricants de véhicules automobiles ont accru leurs ventes de 1,8 % en vendant 124 979 unités. Cette hausse est survenue après une baisse de 3,8 % en mai. Comparativement à juin 1998, les ventes de véhicules automobiles neufs ont progressé de 0,6 %. Elles se maintiennent à la hausse depuis l'automne 1998 après une période plus ou moins stable, ponctuée de fortes fluctuations.

Les deux tiers de la hausse totale de juin sont attribuables aux ventes de camions. Celles-ci ont augmenté de 2,8 %, pour s'établir à 60 636 unités, après deux baisses d'affilée en avril et en mai. Par rapport à juin 1998, les ventes de camions ont progressé légèrement de 0,3 %. Les ventes de camions, qui affichent un mouvement à la hausse depuis le début de 1999, ont généralement enregistré des baisses durant la deuxième moitié de 1998. Pour leur part, les ventes de voitures particulières se sont accrues de 1,0 % en juin après avoir reculé de 5,0 % en mai, se chiffrant à 64 342 unités.

Pour ce qui est des ventes de voitures particulières construites en Amérique Nord, elles ont progressé de 0,9 % en juin à la suite d'un recul de 6,8 % en mai. Ces ventes sont généralement à la

Ventes de véhicules automobiles neufs



(suite à la page 2)



... Les ventes de véhicules neufs remontent grâce aux camions

baisse depuis le printemps 1997, mais elles se sont légèrement redressées depuis l'automne dernier. Quant aux ventes de voitures construites à l'étranger, elles ont augmenté de 1,2 % en juin, en hausse pour un quatrième mois consécutif. Depuis le printemps 1997, les ventes de voitures construites outre-mer sont en progression.

Les véhicules construits en Amérique du Nord représentaient 84,6 % (données non désaisonnalisées) de l'ensemble des véhicules automobiles neufs vendus en juin, une proportion en baisse par rapport à celle de 88,4 % enregistrée en juin 1998. Plus particulièrement, la part du marché des voitures particulières construites en Amérique du Nord a fléchi au cours de cette période d'un an, passant de 84,5 % à 77,3 %. Quant à la part du marché des camions construits en Amérique du Nord, elle est restée presque inchangée, passant de 92,9 % à 93,0 %.

Les ventes non désaisonnalisées de véhicules automobiles neufs ont progressé de 2,7 % en juin comparativement au même mois de l'an dernier. À l'échelle provinciale, les ventes ont varié considérablement. Terre-Neuve a enregistré la plus forte progression d'une année à l'autre (+ 20,0 %), tant pour les voitures particulières (+ 25,3 %) que pour les camions (+ 13,2 %). L'Ontario et la Nouvelle-Écosse ont aussi enregistré une hausse respective de 8,6 %, suivis de la Colombie-Britannique (+ 3,4 %), du Manitoba (+ 2,9 %) et du Nouveau-Brunswick (+ 2,4 %). Par contre, les ventes de véhicules automobiles neufs ont diminué en Saskatchewan (- 11,2 %), en Alberta (- 10,5 %), à l'Île-du-Prince-Édouard (- 6,6 %) et au Québec (- 1,4 %).

Note aux lecteurs

Les voitures particulières comprennent les voitures utilisées à des fins personnelles et commerciales (comme les taxis ou les voitures de location). Les camions comprennent les mini-fourgonnettes, les véhicules utilitaires à caractère sportif, les camions légers et lourds, les fourgonnettes, les autocars et les autobus.

Les véhicules automobiles neufs de construction nord-américaine comprennent les véhicules construits ou assemblés au Canada, aux États-Unis ou au Mexique. Tous les autres véhicules automobiles neufs sont considérés comme étant importés (construits à l'étranger).

Pour des raisons de confidentialité, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut sont inclus dans la Colombie-Britannique. À moins d'indication contraire, les données sont désaisonnalisées.

Données stockées dans CANSIM : matrice 64.

Le numéro de juin 1999 de *Ventes de véhicules automobiles neufs* (63-007-XIB, 13 \$ / 124 \$) paraîtra à une date ultérieure. Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec la Sous-section des services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (courriel : detaillantsinfo@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Clérance Kimanyi au (613) 951-3592 (courriel : kimacle@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

La croissance de l'indice composite ralentit

La croissance de l'indicateur avancé a ralenti, passant d'un taux de 0,2 % en juin à 0,1 % en juillet, son plus faible taux depuis novembre dernier. Le principal frein à la croissance de juillet a été le relâchement de la demande de biens durables. Cependant, seulement deux composantes sur dix ont diminué, comparativement à trois le mois précédent.

Après neuf mois de croissance vigoureuse, les nouvelles commandes ont plafonné devant l'affaiblissement de la demande de biens durables de la part des consommateurs et de la demande à l'exportation. En revanche, les livraisons de biens non durables ont continué d'augmenter fortement et, de pair avec la baisse continue des stocks, ont maintenu la progression du ratio des livraisons aux stocks à un rythme à peu près inchangé depuis le début de l'année. La durée hebdomadaire de travail s'est stabilisée à la suite de deux baisses mensuelles d'affilée.

La demande des ménages est demeurée inégale. Le recul des ventes de véhicules automobiles a mis un terme à six mois de

progression soutenue des ventes de biens durables. Les ventes de meubles et d'articles ménagers se sont cependant accrues fortement avec la reprise du marché de l'habitation ces derniers mois. L'indice du logement a augmenté de 1,3 % en juillet pour un cinquième mois d'affilée, ce qui en fait la période la plus longue de croissance depuis le début de 1997.

Aux États-Unis, l'indicateur avancé a poursuivi sa remontée de façon soutenue, les composantes liées à la demande des ménages ayant accéléré le pas en réponse à l'amélioration des revenus. Jumelée à la hausse du prix des marchandises, il s'agit d'une tendance encourageante pour nos exportations.

Données stockées dans CANSIM : matrice 191.

Pour plus de renseignements sur l'économie, consultez le numéro du mois d'août 1999 de *L'Observateur économique canadien* (11-010-XPB, 23 \$ / 227 \$), qui vient de paraître. Pour plus de renseignements, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627, Groupe de l'analyse économique de conjoncture. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 8.)

Forte croissance des activités de forage en 1997

L'industrie du forage à forfait et des services relatifs à l'extraction du pétrole et du gaz a connu une croissance significative des activités de forage, des revenus d'exploitation et de l'emploi en 1997 (données annuelles les plus récentes). Cette croissance reflète l'augmentation du prix du pétrole brut et du gaz naturel ainsi que la hausse des exportations vers les États-Unis, qui ont été stimulées par la faiblesse du dollar canadien. L'industrie a déclaré des revenus totaux de 2,6 milliards de dollars, en hausse de 63 % par rapport à 1996. Les activités de forage en Alberta ont représenté 58 % (ou 1,5 milliard de dollars) des revenus totaux gagnés au Canada, alors que la part des revenus totaux d'exploitation de la Saskatchewan a grimpé, passant de 17 % en 1996 à 28 % en 1997 (ou 733 millions de dollars). En Colombie-Britannique, les revenus d'exploitation ont totalisé 220 millions de dollars en 1997.

Les dépenses d'exploitation de l'industrie se sont chiffrées à 2,1 milliards de dollars en 1997, en hausse de 61 % comparativement à 1996. Les salaires et traitements venaient en tête à ce chapitre, s'élevant à 951,6 millions de dollars, soit 44 % des dépenses totales d'exploitation. Les salaires payés aux employés du forage à forfait en Alberta constituaient le quart des dépenses totales de l'industrie. La hausse des revenus enregistrée en Saskatchewan en 1997 reflétait l'augmentation importante des salaires et traitements payés aux employés du forage à forfait dans cette province.

Cette industrie a dépensé 305 millions de dollars en 1997 pour les dépenses en immobilisations, en hausse de 30 % par rapport

Statistiques sur l'emploi dans l'industrie du forage à forfait

	Salaires et traitements		Ensemble des employés à temps plein	
	1996	1997	1996	1997
	Millions de dollars		Nombre de personnes	
Canada	588,4	951,6	12 641	24 191
Saskatchewan	88,1	270,7	1 884	7 823
Alberta	434,0	546,3	9 250	13 088
Colombie-Britannique	45,8	80,9	1 037	2 366
Autres régions	20,6	53,7	470	914

aux 235 millions de dollars investis en 1996. La machinerie et le matériel représentaient la presque totalité (99 %) des dépenses en immobilisations.

Le nombre d'employés à temps plein de l'industrie du forage à forfait a fait un bond de presque 50 % de 1996 à 1997, pour atteindre 24 191 personnes. Presque tous les employés (95 %) occupaient un emploi lié aux opérations. En Alberta, le nombre d'employés a grimpé de 41 % pour se fixer à 13 088. En outre, 54 % de l'ensemble des employés travaillaient dans cette province en 1997. En Saskatchewan, l'industrie du forage à forfait a embauché 7 823 employés à temps plein en 1997, un nombre quatre fois plus élevé qu'en 1996, année où 1 884 personnes travaillaient pour cette industrie dans la province.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Gary Smalldridge au (613) 951-3567 (courriel : smalgar@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Les adultes participent à des activités de formation pour être compétitifs

En 1997, plus de 6 millions de personnes, ou 28 % de la population canadienne adulte, ont participé à des activités d'éducation et de formation après avoir terminé leur formation initiale. L'âge et le niveau de scolarité sont toujours des facteurs importants dans la décision de participer à de telles activités. Ainsi, les pourcentages d'adultes inscrits à ces activités variaient entre 5 % chez les personnes âgées 65 ans et plus et 39 % chez les celles de 17 à 34 ans. Parmi les diplômés universitaires, 48 % ont suivi de telles activités, comparativement à 11 % chez les personnes qui ont fait des études secondaires partielles ou moins.

Les Canadiens investissent dans leur éducation surtout dans le but de demeurer compétitifs sur le marché du travail. Trois participants sur quatre, représentant 21 % de la population adulte, se sont inscrits à des activités d'éducation et de formation pour des raisons liées au travail. De plus, 10 % de la population adulte a participé à une activité de ce genre par intérêt personnel et quelque 24 % des travailleurs étaient inscrits à une activité de formation liée au travail parrainée par l'employeur.

Note aux lecteurs

Les données présentées ici proviennent de l'Enquête sur l'éducation et sur la formation des adultes qui a été menée avec l'appui financier de Développement des ressources humaines Canada en janvier 1998. L'enquête a recueilli des renseignements sur la participation à des activités d'éducation et de formation des adultes qui ont eu lieu en 1997. Dans cette analyse, l'éducation des adultes est définie comme des programmes d'éducation organisés et structurés, offerts à temps plein ou à temps partiel par des établissements publics ou privés, par les employeurs ou tout autre fournisseur. La population adulte est définie comme étant celle âgée de 17 ans et plus.

Au sein de la population active, 29 % des employés ont participé à des activités d'éducation ou de formation liées au travail tandis que 20 % des chômeurs et 6 % des personnes ne faisant pas partie de la population active y ont participé. Parmi la population au travail, 32 % des travailleurs rémunérés y ont participé, comparativement à 18 % des travailleurs autonomes.

(suite à la page 4)

... Les adultes participent à des activités de formation pour être compétitifs

Participation à des activités d'éducation et de formation des adultes selon le niveau de scolarité atteint, 1997

	Total	Hommes	Femmes
	% de la population adulte		
Total	28	27	29
Études secondaires partielles ou moins	11	12	10
Diplôme d'études secondaires	22	22	21
Études postsecondaires non universitaire	34	32	36
Études universitaires	48	44	53

Un fichier de microdonnées tirées de l'Enquête sur l'éducation et sur la formation des adultes de 1998 est maintenant disponible. Statistique Canada et Développement des ressources humaines Canada publieront conjointement un rapport d'analyse l'automne prochain. Pour plus de renseignements concernant les résultats de l'enquête et les produits et services connexes, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-7355 (télécopieur : (613) 951-3012; courriel : ssd@statcan.ca) ou composez sans frais le 1 888 297-7355, Division des enquêtes spéciales. Vous pouvez également communiquer avec Robert Couillard au (613) 951-1519 (télécopieur : (613) 951-9040; courriel : couirob@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre des statistiques sur l'éducation.

Les inscriptions aux programmes d'apprentissage augmentent

De 1987 à 1997, le nombre d'apprentis enregistrés a progressé de 9,9 % pour s'établir à 172 342. Bien que le nombre total des inscriptions aux programmes d'apprentissage ait augmenté, le nombre d'apprentis ayant terminé leur programme en 1997 a été inférieur de 5,1 % à celui de 1987. La hausse des inscriptions totales aux programmes d'apprentissage semble indiquer que ces programmes se remettent de la stagnation économique du début des années 1990.

Même si les femmes apprenties sont encore prédominantes dans les métiers liés à l'alimentation et aux services, leur situation s'est améliorée de façon importante dans plusieurs des autres grands groupes professionnels. Il est possible que ces hausses traduisent le succès de plusieurs initiatives visant à encourager les femmes à s'inscrire aux programmes professionnels et techniques.

Les récessions économiques ont pour effet de réduire brusquement le nombre total d'inscriptions aux programmes d'apprentissage, mais ce nombre se rétablit également lorsque s'améliorent les conditions économiques. Il semble cependant que le nombre d'apprentis qui terminent leur programme subit les effets de la récession sur une plus longue période, même s'il ne diminue pas aussi rapidement que celui des inscriptions. En d'autres termes, les récessions allongent encore davantage la période de temps parfois déjà prolongée qu'il faut aux apprentis pour terminer leur programme.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Karl Skof au (613) 951-1529 (télécopieur : (613) 951-6765; courriel : skofkar@statcan.ca) ou avec Bernard Bourgoïn au (613) 951-1506 (télécopieur : (613) 951-6765; courriel : bourber@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre des statistiques sur l'éducation.

Formation des apprentis enregistrés, 1987 à 1997

	Inscriptions		Achèvements	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Variation en %				
Ensemble des grands groupes professionnels	7,4	52,4	- 4,5	- 9,5
Métiers de la construction	- 17,7	169,9	- 35,1	73,7
Électricité, électronique et métiers connexes	5,7	119,0	13,7	37,5
Métiers liés à l'alimentation et aux services	49,7	40,5	11,5	- 10,6
Métiers industriels et mécaniques	46,4	269,5	11,7	160,0
Métiers liés à la fabrication de produits métalliques	10,9	91,1	15,1	57,9
Véhicules automobiles et matériel lourd	15,8	86,4	- 13,5	46,7
Métiers divers	28,9	41,1	- 18,7	- 56,6

Le revenu familial après impôt demeure stable

En 1997, le revenu familial moyen après impôt était estimé à 45 605 \$, en baisse d'environ 6 % par rapport à 1989, année où le revenu avait atteint son niveau le plus élevé, soit 48 311 \$. Les paiements de transfert moyens totalisaient 6 474 \$, c'est-à-dire 10 % de moins que le sommet de 1993. Quant à l'impôt moyen sur le revenu, il était de 11 541 \$, un chiffre ayant faiblement diminué par rapport au sommet de 1996.

Puisque la majorité du revenu avant paiements de transfert provient des gains (90 %), les variations du revenu avant paiements de transfert sont principalement le fait des taux de rémunération différents et de la conjoncture du marché du travail. En 1997, l'emploi a crû de 1,9 %, alors que la durée hebdomadaire de travail moyenne s'est allongée de 0,5 %, atteignant 37,9 heures, et que les gains hebdomadaires moyens ont augmenté de seulement 0,5 %. Par conséquent, les familles n'ont connu que de modestes améliorations de leurs gains. Parallèlement, les paiements de transfert gouvernementaux ont légèrement diminué, ce qui s'inscrit dans la tendance à la baisse des paiements de transfert. Le résultat de ces mouvements compensatoires est que le revenu total moyen est demeuré essentiellement inchangé en 1997. L'impôt sur le revenu y a donc très peu changé également.

Les paiements de transfert et l'impôt sur le revenu ont pour effet de réduire l'écart de revenu après impôt entre les niveaux supérieur et inférieur de l'échelle du revenu. Avant impôt et paiements de transfert, les familles du quintile supérieur (la tranche de 20 % des familles dont le revenu est le plus élevé) touchaient 21 \$ pour 1 \$ de revenu des familles du quintile inférieur. Après impôt et paiements de transfert, l'écart était réduit à 5 \$ contre 1 \$. Les familles faisant partie du quintile inférieur, qui avaient un revenu moyen avant paiements de transfert de 5 367 \$, ont vu ce revenu plus que tripler et atteindre 16 876 \$ après impôt et paiements de transfert en 1997. De leur côté, les familles ayant les revenus les plus élevés ont vu leur revenu moyen avant impôt et paiements de transfert de 112 129 \$ chuter à 85 516 \$ après impôt. Les paiements de transfert et l'impôt réduisent aussi l'écart de revenu entre les types de familles. En général, les familles biparentales, qui ont en moyenne un revenu avant paiements de transfert passablement important, paient plus d'impôt, mais reçoivent des paiements de transfert peu élevés en comparaison.

Les paiements de transfert ont diminué pour une quatrième année d'affilée en 1997, ayant fléchi de 4 % par rapport à 1996 pour descendre à 6 474 \$. Les paiements d'assistance sociale et d'assurance-emploi ont encore une fois diminué en 1997. Pour la première fois depuis 1980, les paiements de transfert moyens ont baissé pour les familles de tous les quintiles, y compris celles du quintile inférieur. Les paiements de transfert moyens ont culminé en 1993, lorsque la conjoncture du marché du travail était défavorable, et ils n'ont pas cessé de reculer depuis. Les paiements de transfert représentaient 11,3 % du revenu familial en 1997, comparativement au sommet de 12,9 % en 1993. Cependant, les baisses observées de 1993 à 1997 ont suivi cinq années de progression.

Si des facteurs liés au marché du travail ont une nette influence sur les tendances des paiements de transfert, les facteurs démographiques jouent également un rôle. Tout au long des années 1980 et 1990, les personnes âgées ont vu leur part de la population s'accroître. En atteignant l'âge de la retraite et en quittant le marché

Note aux lecteurs

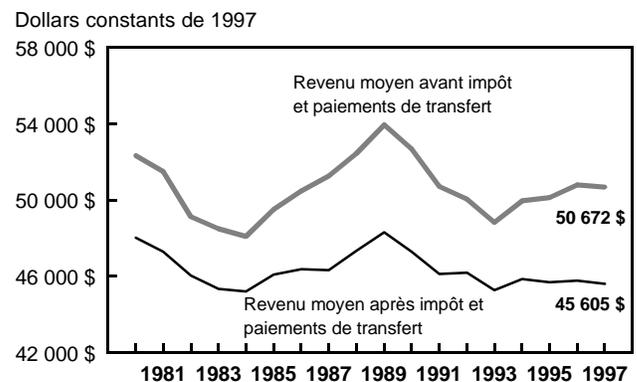
Les estimations présentées ici sont tirées de l'Enquête sur les finances des consommateurs. L'échantillon de 35 000 ménages exclut les ménages des territoires et des réserves indiennes. Les montants et les pourcentages sont exprimés en dollars constants de 1997.

Le revenu familial après impôt englobe le concept de la « famille économique », qui est formée des personnes qui partagent un même logement et qui sont unies par le sang, le mariage (qui comprend l'union de fait) ou l'adoption. Les données font référence aux familles de deux personnes et plus; elles excluent les personnes seules.

On calcule le revenu après impôt en ajoutant les paiements de transfert gouvernementaux (comme les prestations de la Sécurité de la vieillesse, du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, les prestations fiscales pour enfants et les prestations d'assistance sociale et d'assurance-emploi) aux revenus avant paiements de transfert (principalement d'un emploi, de placements et de régimes de pension privés) et en soustrayant l'impôt payé sur le revenu.

Les effets de redistribution du revenu présentés ici ne reflètent pas la totalité de l'impôt et des autres paiements que les personnes versent aux gouvernements et ne reflètent pas non plus l'ensemble des prestations que les personnes reçoivent des gouvernements.

Revenu familial



du travail, elles commencent à toucher des prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec. Par conséquent, la proportion du revenu provenant de ces deux sources n'a pas cessé d'augmenter, contribuant à la hausse globale des paiements de transfert en période de récession et tempérant le recul pendant les reprises. Cela explique en partie pourquoi la proportion du revenu provenant des paiements de transfert en 1997 est restée plus élevée qu'à tout autre moment dans les années 1980, malgré les réductions récentes des autres paiements de transfert.

On estime à 11 541 \$ l'impôt moyen sur le revenu versé par les familles en 1997. Ce montant représentait 20,2 % du revenu

(suite à la page 6)

... Le revenu familial après impôt demeure stable

familial total, pratiquement inchangé par rapport au sommet atteint en 1996. L'absence de mouvement significatif vient du fait que le revenu familial total est demeuré essentiellement inchangé en 1997. L'impôt sur le revenu a suivi une tendance à la hausse (336 \$ en moyenne par année de 1993 à 1996), en raison principalement de l'augmentation des gains, l'emploi ayant repris après les reculs découlant de la dernière récession. La hausse de l'impôt est également due au fait que les échelons d'imposition n'ont pas été corrigés en fonction de l'inflation. Pour les familles du quintile inférieur, l'impôt représentait en moyenne 3,1 % du revenu, ce qui est le reflet de la hausse de leurs gains. Les familles du quintile supérieur ont payé 26,0 % en moyenne, en légère baisse par rapport à la proportion de 26,7 % obtenue en 1996, ce qui est en partie une conséquence de la diminution de leurs gains moyens.

L'inégalité du revenu après impôt est restée stable pendant les fluctuations économiques des années 1980 et 1990. L'écart du revenu avant paiements de transfert entre les familles à revenu élevé et les familles à faible revenu s'est creusé considérablement au cours des deux plus récents ralentissements économiques. Les familles à faible revenu ont le plus souffert de la diminution des gains attribuable aux pertes d'emploi pendant les récessions du début des années 1980 et 1990. De 1980 à 1984, les familles du quintile inférieur ont subi une baisse de 22 % du revenu avant paiements de transfert, tandis que celles du quintile supérieur ont subi une baisse de 3 %. De 1989 à 1993, les diminutions ont été de 27 % et de 6 % respectivement.

Pendant les deux reprises, par contre, l'écart du revenu avant paiements de transfert s'est rétréci, les familles du quintile inférieur réalisant le plus fort pourcentage d'augmentation des gains. De 1984 à 1989, les familles du quintile inférieur ont vu leur revenu avant paiements de transfert augmenter de 32 %, tandis que celles du quintile supérieur ont vu le leur progresser de 11 %. De 1993 à 1997, les hausses ont été plus modestes, celles-ci se situant à 10 % et à 3 % respectivement.

En ce qui touche le revenu après impôt et paiements de transfert, par contre, le tableau est bien différent. On a observé une stabilité à long terme de l'inégalité du revenu après impôt, cette stabilité ayant été essentiellement maintenue en raison de l'effet combiné des paiements de transfert et de l'impôt.

*Le rapport complet intitulé **Revenu après impôt, répartition selon la taille du revenu au Canada, 1997** (13-210-XPB, 31 \$) est maintenant disponible, ainsi qu'un rapport connexe intitulé **Faible revenu après impôt, 1997** (13-592-XIB, 30 \$). Les données sur le revenu moyen, l'impôt sur le revenu ainsi que sur les paiements de transfert sont accessibles sans frais sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca, sous les rubriques « Le Canada en statistiques », « La société : Familles, ménages, logement » puis « Revenu ». On peut également commander d'autres produits et services liés à ces données. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (télécopieur : (613) 951-3012; courriel : revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu.*

Nouveautés de Statistique Canada



Recueil statistique des études de marché 1999

Depuis 1975, le *Recueil statistique des études de marché* constitue une source qui fait autorité en matière de renseignements socioéconomiques reflétant les caractéristiques clés des marchés national et régionaux au Canada. Parce qu'il fournit des statistiques précises et actuelles permettant de suivre l'évolution du niveau de vie et des caractéristiques démographiques et économiques de la société canadienne, ce recueil offre aux entreprises un moyen de repérer les marchés cibles, de déterminer leur part du marché et d'évaluer leur position concurrentielle.

L'édition de 1999 renferme les données les plus récentes tirées du Recensement de 1996 et de nombreuses autres enquêtes. Le recueil comporte certaines caractéristiques qui en facilitent la consultation : un guide de l'utilisateur, des graphiques annotés mettant en relief les tendances fondamentales, un service d'assistance téléphonique pour chacune des sources de données et des renvois à CANSIM, la base de données en ligne de Statistique Canada.

*Le **Recueil statistique des études de marché** (63-224-XPB, 125 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Serge Bourret au (613) 951-0821, Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales.*

Nouveautés de Statistique Canada — fin

Revenu des familles

1997

Les données de 1997 sur le revenu des familles ont été tirées des déclarations de revenus remplies au printemps 1998. Ces données fournissent donc une mine de renseignements sur le revenu des familles au Canada. Les faits qui suivent ne sont que quelques exemples de ce que l'on peut trouver dans cette base de données.

En 1997, le revenu total médian des familles époux-épouse a progressé de moins de 1 % par rapport à 1996, s'établissant à 50 800 \$ après correction pour tenir compte de l'inflation; celui des familles monoparentales se chiffrait à 21 300 \$, en hausse de 1,3 %. Parmi les provinces et les territoires, le revenu médian le plus élevé des familles époux-épouse a été enregistré dans les Territoires du Nord-Ouest (72 200 \$), excluant le Nunavut, suivis du Yukon (60 200 \$), puis de l'Ontario (55 300 \$). Dans près de 70 % des familles époux-épouse ayant déclaré un revenu d'emploi, l'époux et l'épouse gagnaient tous deux un revenu. Par ailleurs, 85 % des familles ont reçu des paiements de transfert de l'État en 1997. Du montant total de 75,8 milliards de dollars provenant de ces paiements, les familles époux-épouse ont reçu 42,7 milliards de dollars, alors que les familles monoparentales ont reçu 9,1 milliards de dollars. La plupart des familles époux-épouse (83 %) ont déclaré un certain niveau d'aide gouvernementale en 1997. La plus importante proportion provenait des prestations du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec (29 %), suivie de la Sécurité de la vieillesse (24 %). Presque toutes les familles monoparentales (97,5 %) ont déclaré un revenu provenant des paiements de transfert de l'État, la plus importante composante étant l'assistance sociale (39 %).

*Les données sur le **Revenu familial** (13C0016) sont disponibles pour le Canada, les provinces et les territoires, les villes, les régions métropolitaines de recensement, les divisions de recensement ainsi que pour les régions aussi petites que les régions de tri d'acheminement (trois premiers caractères du code postal) et les itinéraires de facteur. Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9720 (télécopieur : (613) 951-4745; courriel : saadinfo@statcan.ca), Division des données régionales et administratives.*

Revenu et démographie selon les quartiers

1997

Les données sur le revenu et la démographie selon les quartiers de 1997 ont été tirées des déclarations de revenus remplies au printemps 1998. Ces données nous apprennent que le revenu total médian des Canadiens est demeuré relativement inchangé en 1997 par rapport à 1996 une fois corrigé en fonction de l'inflation, pour se situer à 19 400 \$. (Le revenu médian représente le point du milieu où la moitié des revenus se trouvent au-dessus et l'autre moitié, au-dessous.)

Les données indiquent également que les déclarants des Territoires du Nord-Ouest (excluant le Nunavut), du Yukon, de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ont affiché un revenu total médian supérieur au niveau national. Les Territoires du Nord-Ouest se plaçaient en tête (25 800 \$), suivis de près par le Yukon (24 600 \$).

*Pour en savoir plus à ce sujet, consultez les données sur **Le revenu et la démographie selon les quartiers** (13C0015). Ces données sont disponibles pour le Canada, les provinces et les territoires, les villes, les régions métropolitaines de recensement, les divisions de recensement ainsi que les régions aussi petites que les régions de tri d'acheminement (trois premiers caractères du code postal) et les itinéraires de facteur. Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9720 (télécopieur : (613) 951-4745; courriel : saadinfo@statcan.ca), Division des données régionales et administratives.*

Revenu des aînés

1997

Les données de 1997 sur le revenu des aînés ont été tirées des déclarations de revenus remplies au printemps 1998. Ainsi, le revenu total médian des aînés âgés de 65 ans et plus se chiffrait à 16 000 \$ en 1997. Ce chiffre est en hausse de 100 \$ par rapport à 1996, mais il est toutefois inférieur au montant nécessaire pour se maintenir au niveau de l'inflation. (Le revenu médian représente le point du milieu où la moitié des revenus lui sont supérieurs et l'autre moitié lui sont inférieurs.)

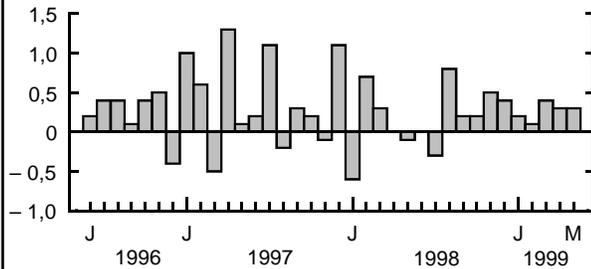
Les aînés de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta ont enregistré un revenu total médian égal ou plus élevé que le niveau national. Par ailleurs, le revenu total médian des aînés était plus faible que celui des personnes qui approchent l'âge de la retraite (celles âgées de 55 à 64 ans). En 1997, seule l'augmentation du revenu médian des personnes qui approchent l'âge de la retraite a surpassé le taux d'inflation par rapport à 1996. En outre, environ 12 % des aînés ont retiré des montants d'un Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) en 1997. Ce sont quelques-uns des résultats que révèlent les données sur le revenu des aînés.

*Les données sur le **Revenu des aînés** (89C0022) sont disponibles pour le Canada, les provinces et les territoires ainsi que pour des régions aussi petites que les régions de tri d'acheminement (trois premiers caractères du code postal) et les itinéraires de facteur. Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9720 (télécopieur : (613) 951-4745; courriel : saadinfo@statcan.ca), Division des données régionales et administratives.*

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

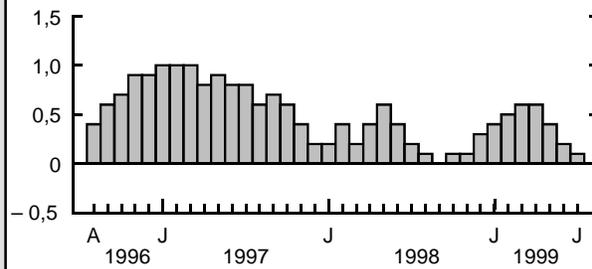
Variation mensuelle en %



L'activité économique a continué de progresser en mai (+ 0,3 %). Cette hausse mensuelle représente la dixième progression d'affilée et couronne la plus longue série d'augmentations enregistrée depuis plus de 10 ans.

Indice composite

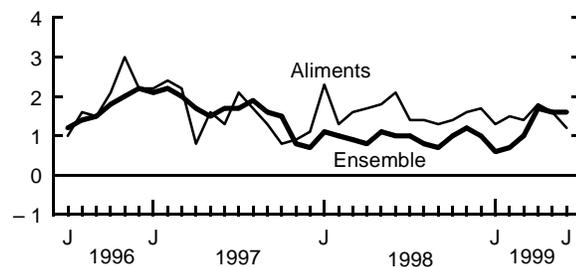
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé a ralenti sa croissance en juillet, progressant de 0,1 %. Il s'agit de son plus faible taux de croissance depuis novembre dernier.

Indice des prix à la consommation

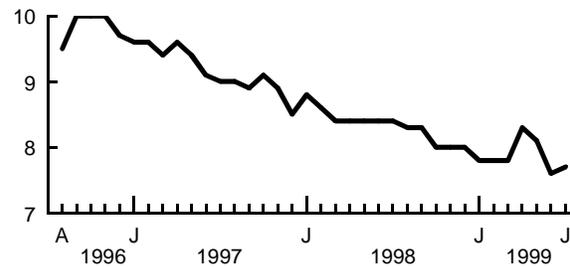
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 1,6 % de plus pour l'achat de biens et de services en juin 1999, comparativement au même mois de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 1,2 %.

Taux de chômage

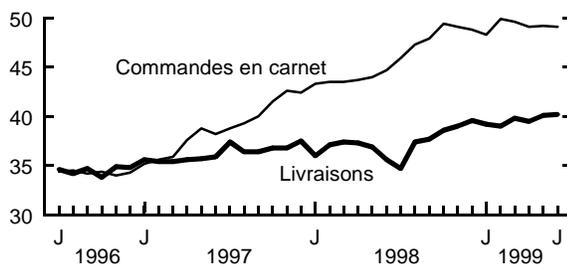
%



En juillet, une augmentation du nombre de personnes à la recherche d'un emploi, en particulier chez les jeunes, a entraîné une légère hausse du taux de chômage de 0,1 point, qui s'est fixé à 7,7 %.

Fabrication

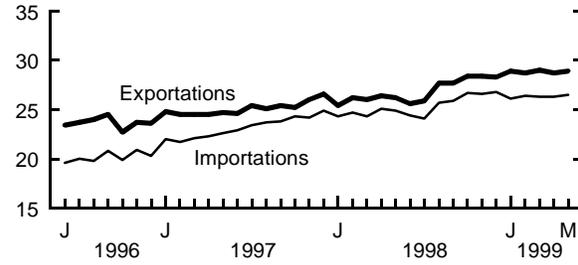
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 0,4 % en juin, pour s'établir à 40,2 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a diminué de 0,2 %, pour se fixer à 49,1 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En mai, les exportations de marchandises se sont accrues de 0,5 %, pour s'inscrire à 28,9 milliards de dollars. Les importations sont demeurées stables pour un troisième mois d'affilée (+ 0,1 %) pour s'établir à 26,5 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	mai	737,6	0,3 %	3,1 %
Indice composite (1981 = 100)	juillet*	215,0	0,1 %	3,8 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	1 ^{er} trim. de 1999	36,3	4,7 %	..
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	1 ^{er} trim. de 1999	83,1	0,5 †	- 0,3 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	mai	21,3	0,4 %	3,4 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	juin*	125,0	0,6 %	1,8 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	mai	29,8	1,8 %	5,7 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	juillet	14,68	0,3 %	2,7 %
Taux de chômage (%)	juillet	7,7	0,1 †	- 0,7 †
Taux d'activité (%)	juillet	65,4	0,1 †	0,4 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	mai	607,39	0,0 %	0,5 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	juillet	160	0,6 %	11,9 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	mai	28,9	0,5 %	10,1 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	mai	26,5	0,1 %	6,1 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	mai	2,4	0,1	1,1
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	juin*	40,3	0,4 %	13,1 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	juin*	40,1	- 0,1 %	10,4 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	juin*	49,1	- 0,2 %	9,8 %
Ratio des stocks aux livraisons	juin*	1,26	0,00	- 0,12
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	juillet*	110,8	0,3 %	1,8 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	juin	120,2	0,1 %	0,8 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	juin	112,9	- 0,5 %	5,4 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	juin	100,6	0,0 %	0,5 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

.. Nombre non disponible en raison du remaniement de l'enquête.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Chef, Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088;
prevcha@statcan.ca.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix pour l'extérieur du Canada sont les mêmes, mais ils sont exprimés en dollars américains. Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
© Ministre de l'Industrie, 1999. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 12 au 18 août 1999

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE				
Fer et acier primaire	juin 1999	41-001-XIB	5 / 47	--
Fil d'acier et certains produits de fil métallique	juin 1999	41-006-XIB	5 / 47	--
Guide statistique de l'énergie	juillet 1999			
Disquette		57-601-XDF	284	284
Papier		57-601-UPB	387	387
Huiles et corps gras	juin 1999	32-006-XIB	5 / 47	--
Livraisons des produits de chauffage à combustible solide	2 ^e trim. de 1999	25-002-XIB	6 / 19	--
Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres	juin 1999	36-003-XIB	5 / 47	--
Produits pétroliers raffinés	avril 1999	45-004-XPB	21 / 206	21 / 206
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL				
Permis de bâtir	juin 1999	64-001-XIB	19 / 186	--
MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES				
Produit intérieur brut par industrie	mai 1999	15-001-XPB	15 / 145	15 / 145
PRIX				
Indices des prix de l'industrie	juin 1999	62-011-XPB	22 / 217	22 / 217
L'indice des prix à la consommation	juillet 1999	62-001-XPB	11 / 103	11 / 103
STATISTIQUE DU TRAVAIL				
Emploi, gains et durée du travail	mai 1999	72-002-XPB	32 / 320	32 / 320
STATISTIQUES SUR LA SANTÉ				
Rapports sur la santé	été 1999			
Internet		82-003-XIF	26 / 87	--
Papier		82-003-XPB	35 / 116	35 / 116
Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.) Les prix des publications électroniques sur Internet sont exprimés en dollars canadiens seulement.				

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca.